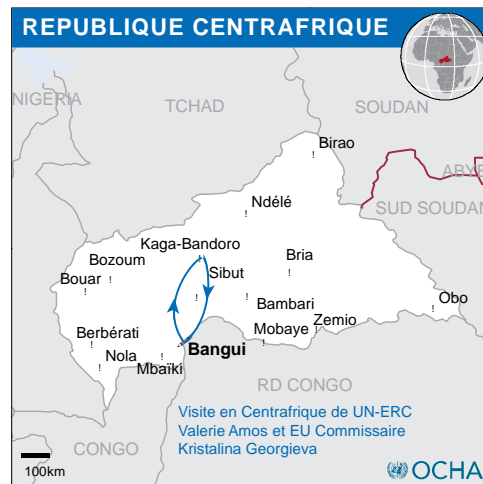




Ce rapport est produit par OCHA RCA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Le prochain rapport sera disponible aux alentours du 02 aout 2013.

Points saillants

- La Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Valérie Amos, et la Commissaire Européenne chargée de la Coopération internationale, Kristalina Georgieva, ont visité la RCA du 11 au 12 juillet.
- UNHCR a assisté 870 ménages touchés par des inondations à Bangui.
- L'UNFPA a distribué 350 kits de dignité aux femmes victimes des inondations à Bangui.
- 29 des 37 cas suspects de la rougeole ont testés positifs dans l'ouest et le nord-ouest.
- Le PAM a distribué 897MT à 44.118 personnes touchés par la crise en RCA.
- 1.408 survivants de la violence basée sur le genre ont reçu une assistance.
- 41 comités de protection communautaire ont été créés à travers le pays.



Map Sources: ESRI Europa Technologies, UNCS.
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations. Map created in Dec 2011.

206,000

Déplacés internes en RCA (au 24 mars 2013)

58,870

Refugiés centrafricains dans les pays voisins y compris 40,781 en RDC

31 pour cent

Financement CAP (requête révisée de 195 millions de dollars),

4,6 millions

Population de la RCA

1,6m

Personnes vulnérables

484,000

Population cible en situation d'insécurité alimentaire

0 pour cent

Le cluster relèvement précoce n'a pas reçu de financement

Aperçu de la situation

La Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnatrice des secours d'urgence, Valérie Amos, et la Commissaire Européenne chargée de la Coopération internationale, de l'aide humanitaire et de la réponse aux crises, Kristalina Georgieva, ont entrepris une mission conjointe de deux jours en RCA du 11 au 12 juillet 2013. L'objectif principal de la mission était de faire le bilan de la crise humanitaire et la réponse en RCA. Signalant que la crise politique en RCA a affecté la population entière, les deux responsables ont exhorté les autorités gouvernementales à rétablir l'état de droit afin de faciliter l'accès et l'assistance humanitaire. Elles ont rencontré des membres du gouvernement de transition et les ont exhortés à garantir que les organisations humanitaires puissent bien mener leurs programmes. Elles ont également visité un centre pédiatrique de Bangui qui a traité 1.600 enfants souffrant de la malnutrition cette année seulement. La délégation s'est rendue à Kaga Bandoro, préfecture de la Nana Gribizi où elle a rencontré les communautés touchées par la violence. Mme Amos a insisté sur la nécessité pour le redéploiement du personnel humanitaire à l'intérieur du pays. Pendant la visite, Mme Georgieva a annoncé un financement supplémentaire de 8 € millions, ce qui augmente le financement humanitaire de l'UE à 20 M € cette année.

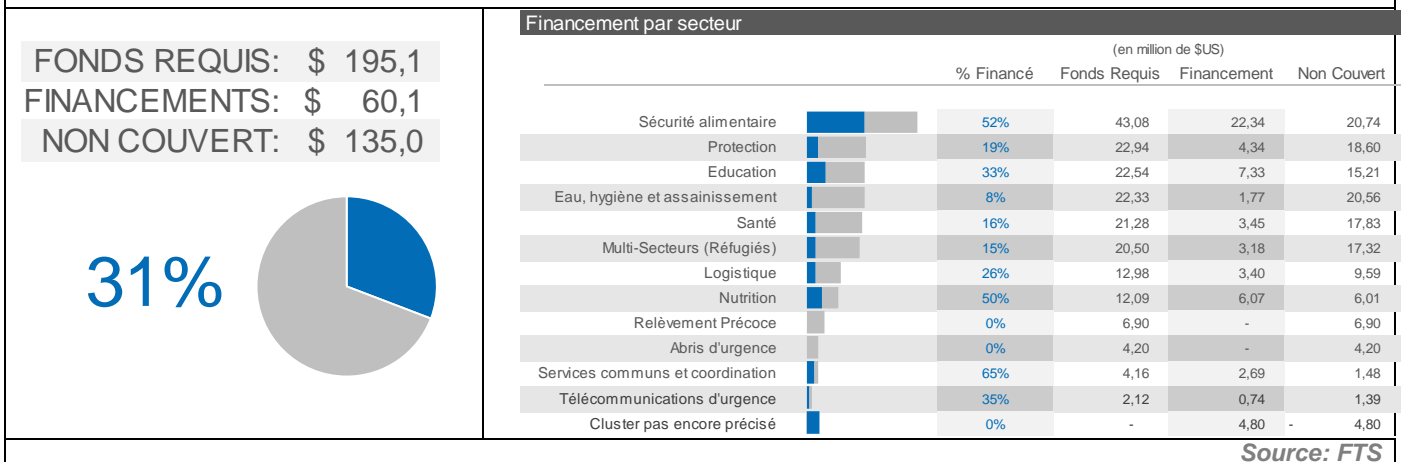
La situation sécuritaire dans le pays demeure instable et imprévisible. Selon le Cluster Protection, les problématiques de la protection comprennent: des incidents de pillages, la violence physique, les exécutions sommaires et la violence basée sur le sexe (VBS y compris le viol). Malgré le lancement d'une campagne de désarmement menée sous l'égide de la FOMAC, la situation sécuritaire ne s'est pas encore améliorée dans le pays, y compris dans la capitale du pays, Bangui. Les incidents de protection sont signalés aux moniteurs de protection de façon quotidienne à travers le pays.

Financement

En date du 17 juillet 2013, 31% de la contribution demandée a été enregistrée dans FTS pour le Processus d'Appel Consolidé (CAP) 2013 pour un montant requis de 195 million de dollars américains. 60 millions de dollars américains ont été alloués aux Clusters suivants : Coordination, Education, Télécommunication d'urgence, la Sécurité Alimentaire, Santé, Logistique, Assistance Multi - sectorielle aux réfugiés, Nutrition, Protection, Eau et l'Assainissement (dont 17 millions de dollars américains de reliquat de 2012). Les principaux bailleurs de fonds à ce jour comprennent ECHO, le Japon, la Suède, les États-Unis, le Canada et le CERF. Un montant supplémentaire de 21 millions de dollars américains a été fourni aux acteurs humanitaires en dehors du CAP (CICR, MSF et d'autres).

La Coordinatrice Humanitaire a activé le Fonds Humanitaire Commun (CHF) afin de fournir un financement pour répondre aux besoins critiques. A la date du 28 juin, le fonds a reçu une contribution total de US\$ 4,250,600 de la République d'Irlande (IrishAid) et de l'Agence Suédoise pour le Développement Internationale (SIDA).

CAP 2013: Statut du financement



Tous les partenaires humanitaires – y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires – sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à: fts@un.org

Réponses humanitaires



Relèvement précoce

Besoins :

- Les personnes touchées par la crise ont besoin d'accès aux infrastructures socio-économiques et de communication, réhabilitées ou nouvellement construites.
- Les opportunités d'emploi, y compris le programme « argent contre travail ».
- Les activités génératrices de revenu.

0 pour cent Le cluster relèvement précoce n'a pas reçu de financement

Réponse :

- Plusieurs structures ont été réhabilitées et construites, y compris les salles de classe, des ponts, des marchés, des abattoirs et des maisons d'élevage d'animaux.
- Dans le cadre de la consolidation de la paix, ACTED a construit 26 structures de prévention de conflits dans les préfectures de l'Ouham et de l'Ouham Pendé, financé par la Banque Mondiale.
- Afin de renforcer la capacité de résilience des communautés, prévenir et réduire les risques de désastres naturels, ACTED assure le nettoyage des caniveaux dans les huit arrondissements de Bangui à travers le programme « argent contre travail », financé par le PNUD.

Besoins non-couverts et contraintes :

- Le cluster requiert des fonds en urgence pour assiste les personnes touchées par les conflits armés en RCA.



Education

Besoins :

- Le résultat d'une évaluation multisectorielle organisée par l'UNICEF du 27 au 29 juillet 2013, à Kaga Bandoro a révélé qu'une école privée catholique a repris les cours à Kaga Bandoro en mai. Toutes les écoles publiques visitées étaient fermées. Un manque d'enseignants a été observé, quelques maîtres parents sont encore dans la forêt, et il y a une absence des autorités administratives et scolaires.

33 pour cent Le financement du cluster éducation

Réponse :

- L'UNICEF appuie le Ministère de l'Éducation pour ramener les enfants à l'école à travers le programme "Back to School et la campagne pour l'enregistrement des naissances". Cependant, l'insécurité continue d'empêcher les parents à envoyer leurs enfants à l'école.
- Plus de 850 "kits-in-a-Box" ont été reçus par l'UNICEF à Bangui. Cela permettra l'apprentissage à grande échelle suite au pillage massif de matériel didactique à travers le pays.
- IRC a commencé la construction des structures scolaires ou le "projet Kékeréké" sur les sites de Doukouma et de Gazao, sous-préfecture de Kaga Bandoro.

Besoins non-couverts et contraintes :

- Seules quelques écoles sont ouvertes. Les membres du cluster travaillent avec des partenaires et des responsables au Ministère de l'Éducation, afin de créer les conditions et les critères acceptables pour permettre la réouverture progressive des écoles.



Sécurité alimentaire

Besoins :

- Les résultats des évaluations des besoins réalisées par les membres du cluster de la sécurité alimentaire ont révélé un besoin urgent de prévenir une crise alimentaire majeure. La plupart des ménages ont perdu leurs réserves de nourriture et d'intrants agricoles en raison de l'insécurité et du pillage. La plupart des ménages affectés ne peuvent se permettre qu'un repas par jour.
- Assurer la distribution de vivres aux personnes qui se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire sévère, y compris les personnes déplacées, les familles d'accueil et les personnes âgées.
- Les rations de protection doivent être distribuées de façon concomitante avec les semences afin d'empêcher la consommation de ces dernières.
- Reconstituer les chaînes froides pour assurer la protection des animaux, empêchant la perte des moyens de survivre.

484,000 personnes
Ciblé pour l'assistance en sécurité alimentaire

Réponse :

- En juin 2013, le PAM a distribué 897MT à 44.118 personnes, principalement à travers des distributions ciblées, des rations de protection et l'assistance aux réfugiés.
- Du 01 au 14 juillet 2013, le PAM a assisté 23,090 personnes à travers des distributions ciblées, des rations de protection et l'assistance aux réfugiés. Les zones ciblées incluent: Bangui, Bambari et la préfecture de la Nana-Gribizi. Environ 54 pour cent des bénéficiaires étaient des femmes.
- Sur la base des résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA), le PAM étend ses opérations pour assister 118.500 personnes supplémentaires. Un nouveau programme d'alimentation complémentaire (BSFP) pour 66.000 enfants âgés de 6-35 mois sera aussi mis en place pour éviter la malnutrition aiguë.
- Pour assurer la mise en œuvre cohérente des activités, le PAM dispose d'un total de 1.464 MT de céréales et de légumineuses en RCA et 2,674 MT à Douala, au Cameroun. Cette quantité pourrait nourrir environ 300.000 personnes pendant un mois

Besoins non-couverts et contraintes :

- Difficultés d'avoir accès aux producteurs car la plupart sont encore dans la forêt.
- Risque de la consommation des semences si les distributions ne sont pas associées avec des rations de protection.
- Semences et outils insuffisants.



Besoins :

- Le cluster focalise ses activités sur les populations les plus vulnérables, notamment les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes, les femmes en âge de procréation, les survivants de VBG et les personnes vivant avec le VIH / SIDA.
- Pour soutenir les services de santé, le cluster vise à assurer la distribution de kits d'urgence dans les établissements de santé, la fourniture des matériels et équipements médicaux pour les interventions de la santé reproductive et des médicaments antipaludéens.
- Les efforts de plaidoyer sont nécessaires avec le Ministère de la Santé pour le retour des travailleurs de la santé dans les régions.
- Besoin pour de médicaments au camp de réfugiés de Zemio.

1,2 million
De personnes ciblées pour assistance sanitaire

☒ Réponse :

- Suite aux violences dans le 4ème arrondissement de Bangui, le 28 juin 2013, EMERGENCY a traité cinq victimes de balles perdues. Parmi eux, une jeune femme a reçu une chirurgie thoraco-abdominale de 5 heures.
- Compte tenu de l'insécurité persistante, la présence de l'organisation EMERGENCY au sein du complexe pédiatrique de Bangui reste essentielle afin de garantir des services de santé efficaces à la population gratuitement.
- Les résultats de l'évaluation réalisée par l'UNICEF à Kaga Bandoro et Mbrés, préfecture de Nana Gribizi du 27 au 29 juin 2013 a révélé l'absence de personnel de santé, le manque de médicaments et de matériel. Il y a aussi l'augmentation des cas de malnutrition dans les centres nutritionnels et le manque de nourriture thérapeutique.
- Suite à la réponse fournie à une épidémie de rougeole en mai, où 123.122 enfants de moins de 5 ans ont reçus des vaccinations, un autre foyer a été détecté dans l'ouest et le nord-ouest de la RCA avec 37 cas suspects, dont 29 ont testés positifs. Le cluster santé se prépare pour une réponse immédiate.
- L'UNFPA a distribué 350 kits de dignité aux femmes victimes des inondations à Bangui et a fourni 1 kit de traitement de viol de poste dans un centre de santé pour aider les victimes de viol à Bangui

Besoins non-couverts et contraintes :

- L'accès limité aux centres de santé par les acteurs humanitaires et des personnes déplacées dans les forêts.
- Le personnel de santé déplacé, ce qui entraîne un manque de personnes qualifiées pour fournir l'assistance médicale.
- Insuffisance et le manque de médicaments ainsi que du matériel de base (comme les fournitures de la chaîne du froid) et du matériel médical dans les établissements de santé.
- Mécanisme faible ou inexistant pour le contrôle des maladies, y compris la surveillance des épidémies potentielles
- Les patients ne peuvent pas s'offrir les services de soins de santé.



Besoins :

- Le résultat d'une évaluation multisectorielle organisée par l'UNICEF du 27 au 29 juin 2013 à Kaga Bandoro a révélé qu'il y a un risque de détérioration de l'état nutritionnel des enfants, surtout ceux qui vivent dans la forêt. Cela pourrait augmenter le nombre de décès liés à la malnutrition
- Le 26 juin 2013, l'UNICEF, ECHO et ACF ont visité 3 centres nutritionnels (2 à Bangui et 1 à Bimbo). Une tendance à la croissance de nouvelles admissions a été observée.

8.000
Enfants souffrant de la malnutrition sévère aigus admis pour des soins

Réponse :

- En réponse à la visite du 26 juin 2013, l'UNICEF a fourni à ACF, des thérapeutiques prêtes à l'emploi (ATPE) et des médicaments essentiels pour soigner les enfants malnutris dans les centres nutritionnels à Bangui, Nola et Kemo.

- Depuis mars 2013, environ 8.000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) ont été admis pour des soins thérapeutiques à travers le pays.

Besoins non-couverts et contraintes :

- Avec une augmentation du nombre des cas de la malnutrition, en particulier au début de la période de soudure, les activités agricoles doivent être accélérées.
- Une enquête de l'hôpital central de Bangui a révélé qu'au moins 45 pour cent des enfants de moins de 5 ans admis souffrent de malnutrition sévère avec complications associées au VIH / SIDA, nécessitant des soins et un traitement spécial.



Besoins :

- Les autorités civiles et les agents de police à l'intérieur du pays se sont enfuis. Leur absence a favorisé des violations des droits humains, la criminalité et l'absence de l'état de droit.
- La destruction des infrastructures publiques déjà faibles et des archives constitue une préoccupation majeure, car cela a un impact négatif sur la disponibilité des documentations de la protection juridique et sociale de la population civile (enregistrement des naissances, la documentation foncière, etc.)
- Le manque de services publics, notamment la santé, l'éducation et la justice ainsi que la présence limitée des acteurs humanitaires empêchent l'accès à l'assistance par des survivants de violence basée sur le genre (VBG). En outre, la capacité de réponse est extrêmement limitée dans le pays et des articles essentiels comme les kits de prophylaxie post exposition ne sont pas suffisamment disponibles
- Les conclusions d'une mission inter-agence à Kaga Bandoro du 10 au 13 juillet a révélé de nombreux incidents de protection, y compris: la violence physique, les pillages, la VBG y compris le viol et tentative de viol et un risque élevé d'affrontements inter-religieux entre chrétiens et musulmans. La population vit dans leurs fermes et dans la forêt, et viennes en ville pendant la journée où les services de base sont limitées et les écoles restent fermées. La population demande fermement le retour des autorités locales qui est recommandée par le HCR afin d'assurer la protection et faciliter l'intervention humanitaire aux populations touchées.

Réponse :

- Un total de 41 comités de protection communautaire a été créé à travers le pays.
- Jusqu'à présent, 1.408 survivants VBG ont reçu une assistance holistique.
- Environ 501 survivants VBG bénéficient des activités génératrices de revenus.
- UHCR a fourni une formation sur la surveillance de la protection à neuf moniteurs de protection nouvellement recrutés et à trois officiers de protection associés travaillant à Bambari, Kaga Bandoro et Batalimo. Les moniteurs de la protection en RCA ont été recrutés par Mercy Corps.
- En réponse à une demande du Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité Nationale pour l'assistance aux victimes des inondations à Bangui, UNHCR a fourni des articles non alimentaires (NFI) comprenant des bâches en plastique, des jerrycans, des ustensiles de cuisine, des moustiquaires et des couvertures pour 870 ménages.

Besoins non-couverts et contraintes :

- L'accès limité des acteurs de la protection à la population touchée par le conflit armé, en particulier pour les personnes déplacées dans des zones inaccessibles (moins de 10% de la population touchée a été atteint au cours des évaluations rapides de protection menées par les membres du cluster protection à partir du 14 janvier 2013).
- Le dysfonctionnement à long terme des institutions de l'état dans les zones touchées réduira la résilience de la population.
- Une exacerbation des problèmes de protection existant avant même la crise.
- Le manque de ressources humaines et financières disponibles pour les agences ayant un mandat de protection limite la capacité du cluster protection.



Télécommunications d'urgence

Besoins :

- Mettre en place des centres de communication en collaboration avec l'UNDSS à Ndélé, Kaga-Bandoro, Bambari et Zemio.
- Déployer des services de connectivité de données à travers la solution d'intervention d'urgence du cluster.
- Déployer une équipe d'assistance technique.

Réponse :

- Bien que l'accès demeure un défi majeur, l'équipement est repositionné et le personnel identifié afin de permettre la mise en œuvre immédiate lorsque l'accès est acquis. Le cluster donnera la priorité à la fourniture de services à Bambari, Kaga-Bandoro et Zemio, en suite à N'Délé, Bouar, Bossangoa, et Paoua.
- Le bureau des Nations Unies à Paoua est équipé avec un V-SAT opérationnel fournissant une connexion d'internet pour tous les partenaires humanitaires à partir du 18 juin 2013
- Un coordonnateur du cluster a été identifié et devrait être déployé dans les prochaines semaines.

Besoins non-couverts et contraintes :

- L'Opération Spéciale de la logistique et la télécommunication a un besoin financier de 4,3 millions de dollars pour la durée de neuf mois à partir de juillet 2013 à mars 2014. Des contributions supplémentaires sont nécessaires urgemment.



Logistique

Besoins :

- Améliorer la flotte actuelle de 16 camions de 10 MT.
- Redéploiement de 20 camions supplémentaires.
- Réhabilitation de plusieurs ponts dans les régions du sud-est et de l'ouest de la RCA.
- Mise en place de huit entrepôts d'urgence avec une capacité de 1.500 MT dans toute l'étendue du pays.

29 pour cent

Déficit de financement UNHAS

Réponse :

- Pendant le mois de juin, UNHAS a effectué 138 voyages, transportant 763 passagers et 32 MT de fret. UNHAS a également effectué une évacuation sécuritaire. L'opération spéciale d'UNHAS est le seul moyen de transport pour atteindre la plupart des régions en RCA, qui sont inaccessibles en raison de la faiblesse des infrastructures et le mauvais état des routes.

Besoins non-couverts et contraintes

- L'Opération Spéciale d'UNHAS est confronté à un déficit de financement de 29 pour cent, ce qui nécessite 2.2 millions de dollars américains sur un besoin globale de 7.64 millions de dollars américains. Les ressources supplémentaires sont nécessaires pour assurer l'accès pour la communauté humanitaire, à 27 régions à travers le pays.

Pour plus d'informations veuillez contacter:

Amy Martin, Cheffe de Bureau, martin23@un.org, +236 7055 4141

Laura Fultang, Chargée de l'information, fultangl@un.org, +236 70188064

Pour plus d'informations, visitez: www.unocha.org, www.reliefweb.int